

ARRETER LES REACTEURS NUCLEAIRES. LE CAS DE LA CENTRALE DE GOLFECH

A l'heure de la catastrophe de Fukushima qui risque fort de révéler, au fil des mois, des conséquences les plus sombres, les antinucléaires, en France, exigent une décision immédiate de sortie du nucléaire, tout en révélant le coût astronomique de l'électronucléaire et l'avenir totalement incertain dans la gestion des déchets et dans le démantèlement des réacteurs (1).

Dans le parc électronucléaire français nous prendrons en exemple la centrale de Golfech (Tarn-et-Garonne). Je ne m'étendrai pas sur l'historique de la réalisation de cette centrale et sur les péripéties de l'opposition antinucléaire en découlant. Ils ont été racontés dans l'énorme document (587 pages) publié en 1999 par CRAS/Collectif la Rotonde (2). L'actualité sur la centrale se trouve dans le périodique Stop Golfech (3).

Je m'en tiendrai à des faits marquants, en soulignant la propagande démagogique et les duperies de EDF, le maître d'ouvrage et gestionnaire de la centrale, la trahison et le répression du PS au pouvoir en 1981, la situation actuelle du CNPE (Centre nucléaire de production d'électricité) de Golfech, quant au vieillissement de ses réacteurs, quant aux « incidents » de fonctionnement de plus en plus fréquents, quant aux problèmes de l'alimentation en eau de la centrale.

L'enquête publique de 1979

Découlant du programme électronucléaire avec des réacteurs PWR (gouvernement Giscard d'Estaing de 1974), il est projeté cristalliser sur le Garonne à Golfech une centrale de 4 tranches, soit 4 réacteurs de 1300 MW (mégawatts). L'enquête publique a lieu en décembre 1979.

Il s'agit d'une enquête « générale » sur le projet. Nous verrons plus loin comment EDF va « saucissonner » les enquêtes sur la centrale. Le dossier de 1979, bien que volumineux, comporte de graves lacunes et zones d'ombre. La rentabilisation de la centrale, en particulier, n'est pas établie. Comme pour les autres centrales en gestation à cette époque, on ne prévoit pas la durée de vie des réacteurs. Le compte d'exploitation est donc escamoté avec un coût de maintenance et un coût de « l'après-vie » de la centrale pas du tout chiffrés (coût du combustible, réparations, gestion du combustible usé et des déchets, coût

du démantèlement...)

L'enquête publique va susciter en 1979 et 1980 une très forte opposition locale et régionale. Presque toutes les communes avoisinantes sont contre, ainsi que le Conseil général du Tarn-et-Garonne et le Conseil régional du Midi-Pyrénées. Le PS et

le MRG du pays s'opposent au projet dont les Baylet mère et fils, patrons du quotidien La Dépêche du Midi. Le PCF, selon son idéologie technoscientiste-chauviniste, est pour la centrale. Les antinucléaires créent un CAN (Comité antinucléaire), achètent sur le site des parcelles constituant un GFJ\ (Groupement foncier agricole), y construisent une « Rotonde» abritant « Radio Golfech» et fondent un périodique militant Le Gèranium enrichi.

La trahison socialiste de 1981

Beaucoup d'antinucléaires font preuve de naïveté en appelant à voter Mitterrand à l'élection présidentielle. Ils déchanteront vite. Les socialistes et les radicaux de gauche qui s'étaient opposés à la centrale retournent leur veste en réclamant la poursuite des travaux momentanément gelés sur le site. Les 6 et 7 octobre 1981 le grand débat promis par le PS sur l'avenir du nucléaire se réduit à des séances à l'Assemblée nationale où le gouvernement fait savoir sa décision de poursuivre le programme et de lever le gel des centrales en construction .

Le 29 novembre nouvelle mobilisation des antinucléaires qui subissent la pire des répressions.

La « Rotonde» est incendiée. Des militants attardés sont arrêtés à Valence d'Agen et tabassés dans deux gendarmeries. Le CAN réalise son erreur d'avoir appelé à voter Mitterrand. « A Golfech démocratie bafouée. Renvoyez votre carte d'électeur» dit une affiche. Comme l'écrit le CRAS dans son gros bouquin : « 1981 portera le fruit de la défaite. Un très bel exemple de mensonge démocratique, un très beau retournement de veste d'élus, mais surtout une monstrueuse crédulité populaire» (voir note 2).

Bien maigre consolation pour les opposants: la centrale sera « réduite» à 2 réacteurs. En 1981 la part du nucléaire dans la production d'électricité était de 37,7 % (264 TWh = milliards de kwh). Le gouvernement PS fera aussi bien qu'un gouvernement de droite en développant le nucléaire militaire et le nucléaire civil avec une part actuelle de 80 % dans la production d'électricité. On voit ainsi l'énorme responsabilité de la gauche « jacobine» (PS, MRG, PCF, CGT et Lutte ouvrière) dans le lobby nucléaire français parvenu à présent dans une situation catastrophique.

Propagande et duperies EDF

Les élus pronucléaires auront pour allié EDF avec ses ingénieurs et autres grandes écoles et ses chiens de garde de la CGT faisant régner l'omerta dans les installations nucléaires.

EDF va diffuser une propagande des plus démagogiques avec ses publications Golfech informations (1979-1981) et Énergie 2000 (1982 - 1992). En 1999 on pourra lire dans un document EDF: « Le choix du nucléaire, combiné à une politique d'économies d'énergie, a permis de faire de la France le pays dont l'atmosphère est la plus pure en Europe» (!)

Une farce de « démocratie consultative }} aura lieu en 1986 avec une enquête publique sur les rejets chimiques et thermiques (alors que le réacteur n°1 est à

moitié construit) et en 1989 sur les rejets radioactifs (réacteur achevé).

En juin 1989 cinq antinucléaires montent en haut d'une tour réfrigérante et y demeurent cinq jours. En 1990 un collectif d'associations dépose au Tribunal administratif de Toulouse un « recours pour excès de pouvoir ». Il sera débouté. Le réacteur a été chargé en novembre 89.

Une CLI (Commission locale d'information) a bien été créée, présidée par Jean-Michel Baylet, le président du Conseil général du Tarn et-Garonne. Trois écologistes qui en étaient membres, se sentant pris en otages, en démissionnent en 1989. La CLI publie en 1990 un périodique d'information Golfech magazine pour raconter que tout se passe bien. Le président actuel de la CLI est Alexis Calafat, maire de Golfech, pronucléaire pur et dur, également président de l'ARCICEN, fédération des communes où est implanté un établissement nucléaire.

En juin 1993 le réacteur n°2 est couplé au réseau.

De l'eau pour la centrale

La centrale de Golfech, pour le refroidissement de son circuit d'eau caloporteur, pompe annuellement dans la Garonne dans les 220 millions de M3 et en évapore par ses tours réfrigérantes dans les 40 millions (4). Un décret de 2006 fixe les quantités d'eau maximales « autorisées ». Ces quotas sont actuellement dépassés : 29 millions de m3 en trop pour l'eau pompée et 4,4 millions en trop pour l'eau évaporée. Si on calcule la quantité d'eau utilisée pour produire 1 kwh, on trouve 11,61 litres pour l'eau pompée et 2,2 litres pour l'eau évaporée.

Par ailleurs un arrêté fixait, en 1990, une augmentation de 1°C de l'eau de la Garonne à ne pas dépasser à l'aval du rejet d'eau chaude de la centrale. Lors de la canicule de 2003 ce seuil fut dépassé: la centrale aurait donc du être arrêtée. Qu'à cela ne tienne une dérogation augmenta le seuil à 3°C!

La Garonne n'a pas, ou n'a plus, un débit naturel suffisant pour permettre les prises d'eau « légales » par la centrale. Quand le débit est inférieur à 85 m3/s on fait appel à des lâchers du barrage-réservoir « de soutien d'étiage » de Lunax-Gimone en amont de la centrale. Le projet d'un très grand réservoir supplémentaire existe, serpent de mer refaisant régulièrement surface depuis une trentaine d'années. Il s'agit du barrage de Charlas dans le Comminges, au nord de Saint Gaudens, d'une capacité prévue de 110 millions de m3.

En 2003 se déroula le « débat public » du projet où intervinrent toutes les associations et organisations d'environnement s'occupant de l'eau (une « Marche pour l'eau vivante » s'était aussi déroulée avant les réunions du débat public, caravane partant de l'Océan et aboutissant sur le site de Charlas). Depuis cette date les promoteurs du barrage-réservoir sont à la recherche de son financement. En 2006 l'Etat avait promis un cofinancement de 125 millions d'euros, mais en 2011 il a fait savoir qu'il ne participerait pas au cofinancement de nouveaux réservoirs dans le Sud-Ouest. Il ne reste donc que les collectivités territoriales et l'Agence de l'Eau Adour-Garonne pour pouvoir financer Charlas. Rappelons que le budget de l'Agence

provient à 80% des redevances des usagers de l'eau de distribution...

Dans les documents officiels le réservoir géant de Charlas est présenté comme un ouvrage de soutien d'étiage de la Garonne, utile à l'irrigation et aux besoins domestiques, mais on se garde bien de parler de sa finalité pour la centrale de Golfech...

L'heure des comptes

Comme les autres centrales nucléaires françaises la centrale de Golfech est parvenue à un stade critique avec son vieillissement, avec des « incidents » pouvant nécessiter mises à l'arrêt et réparations, avec le problème de son alimentation en eau (diminution du débit de la Garonne depuis plusieurs années, manque de financement pour le réservoir de soutien d'étiage de Charlas...)

Le réacteur N°1 de Golfech a maintenant 24 ans, le second 20 ans. Pour la centrale du Blayais sur l'estuaire de la Gironde, ses 4 réacteurs sont âgés de 30 à 32 ans et il faut remplacer 2 générateurs de vapeur. Coût: 132 millions d'euros. Cet acharnement thérapeutique pour prolonger la vie des réacteurs est non seulement un gouffre financier, mais une solution dangereuse. Arrêtons ces réacteurs et transférons le budget que nécessiterait leur maintien en activité en une reconversion de l'électronucléaire en des énergies non polluantes, non dangereuses, onéreuses et décentralisées.

Henry CHEVALLIER
**Membre de la Coordination
régionale antinucléaire du Sud-Ouest
Mail: ende.doman@wanadoo.fr**

(1) En préparation aux journées d'études de Clermont-Ferrand (3-4 nov. 2012), le Réseau Sortir du Nucléaire avait publié un journal posant les questions: « l'énergie nucléaire est-elle une énergie bon marché? », « est-elle directement liée au pouvoir ? », « rentabilité pour qui? », etc. Site publications du Réseau SDN: <http://boutique.sortirdunucleaire.org>

(2) « Golfech. Le Nucléaire. Implantation et résistances » (1999) édit. CRAS: BP492-31010Toulouse - Mail' cras.toulouse@wanadoo.fr

(3) Stop Golfech « journal de la coordination antinucléaire Stop Golfech et du Réseau grand Sud-Ouest Sortir du Nucléaire ». Périodique semestriel publié par VSDNG : 148, rue Gérard Duvergé - 47000 Agen. Abonnement: 8 euros minimum. Tél. : 05.53.95.02.92

(4) voir Stop Golfech n°66 (sept.2010) et n°70 (sept.2012).